

Pour protéger le plan com' du banquier de l'Elysée, une armée de CRS !

8 février 2019

Chalon/Saône, 07 février 2019

Communiqué de presse

*Venue du Président de la République
À Autun et Etang-Sur-Aroux*

POUR PROTEGER LE PLAN COM' DU BANQUIER DE L'ELYSEE UNE ARMEE DE CRS !

Le syndicat Solidaires, présent ce jeudi 07 février à Autun, se félicite de la présence de manifestants majoritairement des Gilets Jaunes dans la petite ville sous-préfecture de Saône et Loire malgré le déploiement spectaculaire de dizaines de fourgonnettes et d'estafettes de la maréchaussée aux ordres du maréchal des logis chef Castaner.

Des contrôles de gendarmerie sur les axes routiers menant à Autun avaient été mis en place très tôt. Ainsi, à St Emiland 17 km avant Autun, il a fallu ouvrir coffre de voiture et dérouler les drapeaux syndicaux... Peut-être était-ce des armes par destination ? Fort heureusement, le ridicule de la situation n'a blessé que Marianne et ses valeurs....

On aurait pu croire que les forces dites de l'ordre recherchaient M. Benalla - fauteur présumé de troubles- avec tabassage au sol de manifestants- lors du 1^{er} mai à Paris. Point du tout.

Les centaines de policiers déployés dans la cité éduenne visaient essentiellement à assurer le bon déroulement du plan com' de M. Macron - venu en hélicoptère- et de son équipe.

Plan com' élyséen placé sous la bienveillance des caméras de Télé Bouygues et autre Canal Bolloré

À Autun, les manifestants avec les syndicats SOLIDAIRES, FO, CGT et FSU ont été parqués en matinée sur la place principale d'Autun avec impossibilité de se rendre aux abords de la sous-préfecture. Aucun manifestant n'a cédé à l'impatience face à cette provocation policière grossière.

À Etang-Sur-Aroux, le quadrillage policier était tel que marcher dans les champs est devenu interdit. Ainsi des Gilets Jaunes se sont vus menacés de garde à vue pour la nuit s'ils recommençaient leur randonnée champêtre. Cette pression contrevient à l'article 66 de la Constitution qui stipule : « Nul ne peut être arbitrairement détenu ».

Solidaires dénonce une nouvelle fois les tentatives d'intimidation du pouvoir sur les citoyens venus manifester leur opposition à une politique favorisant les riches. Solidaires renouvelle son appel afin de participer samedi 09 février aux mobilisations prévues par les Gilets Jaunes dans le département.

Chalon/Saône, 07 février 2019

Communiqué de presse *Venue du Président de la République À Autun et Etang-Sur-Aroux*

POUR PROTEGER LE PLAN COM' DU BANQUIER DE L'ELYSEE UNE ARMEE DE CRS !

Le syndicat Solidaires, présent ce jeudi 07 février à Autun, se félicite de la présence de manifestants majoritairement des Gilets Jaunes dans la petite ville sous-préfecture de Saône et Loire malgré le déploiement spectaculaire de dizaines de fourgonnettes et d'estafettes de la maréchaussée aux ordres du maréchal des logis chef Castaner.

Des contrôles de gendarmerie sur les axes routiers menant à Autun avaient été mis en place très tôt. Ainsi, à St Emiland 17 km avant Autun, il a fallu ouvrir coffre de voiture et dérouler les drapeaux syndicaux... Peut-être était-ce des armes par destination ? Fort heureusement, le ridicule de la situation n'a blessé que Marianne et ses valeurs....

On aurait pu croire que les forces dites de l'ordre recherchait M. Benalla fauteur présumé de troubles-avec tabassage au sol de manifestants- lors du 1^{er} mai à Paris. Point du tout.

Les centaines de policiers déployés dans la cité éduenne visaient essentiellement à assurer le bon déroulement du plan com' de M. Macron - venu en hélicoptère- et de son équipe.

Plan com' élyséen placé sous la bienveillance des caméras de Télé Bouygues et autre Canal Bolloré

A Autun, les manifestants avec les syndicats SOLIDAIRES, FO, CGT et FSU ont été parqués en matinée sur la place principale d'Autun avec impossibilité de se rendre aux abords de la sous-préfecture. Aucun manifestant n'a cédé à l'impatience face à cette provocation policière grossière.

A Etang-Sur-Aroux, le quadrillage policier était tel que marcher dans les champs est devenu interdit. Ainsi des Gilets Jaunes se sont vus menacés de garde à vue pour la nuit s'ils recommençaient leur randonnée champêtre. **Cette pression contrevient à l'article 66 de la Constitution qui stipule : « Nul ne peut être arbitrairement détenu ».**

Solidaires dénonce une nouvelle fois les tentatives d'intimidation du pouvoir sur les citoyens venus manifester leur opposition à une politique favorisant les riches. Solidaires renouvelle son appel afin de participer samedi 09 février aux mobilisations prévues par les Gilets Jaunes dans le département.

- [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Pour-protéger-le-plan-com-du-banquier-de-l-Elysee-une-armée-de-CRS>